Quatre Bornes, Maurice, 13 octobre (Infosplusgabon) - "La région de l'océan Indien est particulièrement exposée aux risques de catastrophes naturelles, comme les cyclones, les inondations et les sécheresses", a constaté la Commission de l'océan Indien, dans un communiqué publié vendredi à Quatre Bornes en Île Maurice, l'issue d'un atelier de formation sur la réduction des risques basés sur les écosystèmes.

L'atelier destiné à des fonctionnaires, des organisations non gouvernementales et de la société civile était organisé par le ministère mauricien de l'Environnement et la Commission de l'océan Indien (COI).

Les catastrophes naturelles laissent chaque année derrière elles de plus en plus de personnes fragilisées, particulièrement celles qui sont déjà vulnérables, note le communiqué de la COI, qui fait cependant remarquer que les événements climatiques intenses de la dernière décennie ont démontré la capacité concrète des milieux naturels à réduire les risques.

Selon la COI, la préservation des écosystèmes contribue aussi à la sécurité des populations face aux aléas naturels.

L'atelier de formation a permis de renforcer les capacités de la trentaine de participants venus de l'île Maurice, des Seychelles, de Madagascar et de Zanzibar pour que les pays puissent

adopter un comportement pro-actif face aux risques naturels en se basant sur l'écosystème, indique le communiqué.

La COI rappelle que de nombreuses expériences dans le monde ont prouvé qu'un écosystème en bonne santé constitue un outil fondamental pour la prévention des risques de catastrophes, et en minimise leurs puissances et donc leurs impacts, particulièrement sur la population.

Elle estime aussi important d'investir dans la protection, la conservation de la biodiversité et des écosystèmes et leur restauration, ainsi qu'une utilisation réfléchie des ressources naturelles, en tant que stratégie clé de réduction des risques.

A l'issue de la formation, les apprenants sont censés être aptes à intégrer la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique (DRR/CCA) basées sur les écosystèmes dans les processus de planification de développement nationaux et locaux.

Selon Olivier Tyack, coordonnateur du projet, "il a été intéressant de confronter des professionnels de secteurs d'activités différents pour qu'ils construisent ensemble des plans d'action intégrés".

Ambassadeur de l’Union européenne auprès de Maurice et des Seychelles, Marjaana Sall a pour sa part invité à "réfléchir sur les moyens et les mesures à mettre en œuvre pour réduire les risques de catastrophes naturelles.

Selon elle, les femmes et les filles sont très souvent parmi les victimes les plus sévèrement affectées par l'impact économique des catastrophes naturelles.

FIN/INFOSPLUSGABON/YUI/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon